

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



BIOSYL

ZAC Sud Auvergne
43410 Lempdes-sur-Allagnon

Références : UID4243-MEA-023-0069

Code AIOT : 0003202798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement BIOSYL implanté 43410 Lempdes-sur-Allagnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOSYL
- 43410 Lempdes-sur-Allagnon
- Code AIOT : 0003202798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIOSYL dont l'installation classée est située ZAC Sud Auvergne sur la commune de Lempdes-sur-Allagnon, est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 2020, une installation de fabrication de granulés de bois classée sous la rubrique 1532-1 de la nomenclature des ICPE.

Sont également présentes des activités ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2260-1.a et 2714-2 et des activités relevant de la déclaration au titre des rubriques 2260-2.b et 2662.

La mise en service du site a été réalisée en juin/juillet 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des dispositions prévues dans l'APA du 10/08/2020 suite à la mise en service du site en juin/juillet 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Description du site	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.2.2	/	Sans objet
5	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 4.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 4.2.4.2	/	Sans objet
8	Origine et approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 5.1.1.1	/	Sans objet
13	Risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.2.1	/	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.4.2	/	Sans objet
15	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.5.2	/	Sans objet
16	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.10.2	/	Sans objet
17	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 10.2	/	Sans objet
18	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11.III	/	Sans objet
19	Raccordement au réseau public	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27	/	Sans objet
20	Élimination des déchets	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 5.8	/	Sans objet
21	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43.II, section V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activités du site	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.2.3.	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 4.2.4.1	/	Sans objet
9	Réalisation et équipement de l'ouvrage	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 5.1.1.3.2.2.	/	Sans objet
10	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 5.4	/	Sans objet
11	Autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 6.8.1	/	Sans objet
12	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 8.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le constat 3 "description du site", il est rappelé à l'exploitant les obligations réglementaires à respecter.

Il est également demandé, dans un délai de 3 mois, à l'exploitant les éléments suivants :

- justifier l'absence du poste de garde,
- justifier l'absence des 3 bâches de réserve d'eau et démontrer que le besoin en eau tel que calculé dans le dossier, est assuré par un autre moyen,
- justifier de l'absence de moyen de collecte de l'eau du site et de démontrer que les eaux rejoignent le bassin, comme prévu dans l'arrêté,
- justifier de la fonction de chaque bassin et démontrer qu'il sont suffisamment dimensionnés pour, d'une part, confiner les eaux d'extinctions en cas d'incendie et, d'autres part, recevoir les eaux pluviales de toiture et de voirie,
- justifier l'emplacement des bassins qui ont été constatés à des emplacements différents que ceux prévus dans le dossier d'autorisation (article 6.2, pièce 1.a),
- transmettre un plan d'action afin d'étanchéifier les bassins,
- se renseigner sur l'obligation de clôturer les bassins au titre du code du travail et rendre compte à l'inspection.

Concernant le constat 5 "conditions générales de rejet", dans un délai d'1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs permettant de décrire la cheminée du sécheur, notamment les caractéristiques précisées dans le constat.

Concernant le constat 6 "surveillance des rejets atmosphériques", l'exploitant devra transmettre à l'inspection le résultat des analyses demandées dans l'article visé, dans le délai imposé par l'APA (un an minimum après la mise en service du site).

Concernant le constat 7 "surveillance des rejets atmosphériques", l'exploitant devra transmettre, dans un délai de 15 jours, à l'inspection le rapport des analyses déjà réalisées et celles qui seront réalisées en 2023 concernant les mesures de poussières (cf article visé dans le constat).

L'exploitant devra également, dans un délai d'1 mois, transmettre à l'inspection un plan d'action

pour la mise en place d'un dispositif permettant l'évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets avec un échéancier.

Concernant le constat 8 "origine et approvisionnement en eau", l'exploitant devra, dans un délai d'1 mois, transmettre à l'inspection l'ensemble des relevés pour les années 2022 et 2023.

Concernant le constat 10 "caractéristiques générales de l'ensemble des rejets", l'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport du **contrôle annuel** de la qualité des eaux en sortie du bassin lorsqu'il sera réalisé.

Concernant le constat 11 "autosurveillance des déchets", l'exploitant devra transmettre à l'inspection une copie du registre des déchets ainsi que déclarer les déchets dangereux sur le site internet "Trackdéchets"

Concernant le constat 12 "nuisances sonores", l'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport des mesures du niveau de bruit et de l'émergence lorsqu'elles seront réalisées, au maximum un an après la mise en service.

Concernant le constat 13 "risques technologiques", l'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, transmettre à l'inspection un plan sur lequel les zones ATEX du site seront identifiées et justifier la mise en place des mesures liées aux zones ATEX (cf article visé dans le constat).

Concernant le constat 14 "installations électriques", l'exploitant devra, dans un délai d'1 mois, transmettre le rapport de vérification des installations électriques à l'inspection, qui fait mention de 25 non conformités.

Il est également demandé à l'exploitant un plan d'action afin de lever les non-conformités constatées.

Concernant le constat 15 "rétentions", l'exploitant devra, dans un délai d'1 mois, justifier à l'inspection la mise en place de l'ensemble du dispositif relatif au stockage et à la distribution d'hydrocarbures.

Concernant le constat 16 "entretien des moyens d'intervention", l'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai de 15 jours, les rapports déjà réalisés concernant les vérifications des extincteurs, du sprinklage et de la détection incendie ainsi que ceux pour l'année 2023 lorsqu'ils seront faits.

L'exploitant devra également fournir les rapports pour la vérification des RIA, du système de désenfumage et des portes coupe feu, lorsqu'ils seront réalisés pour l'année 2023.

Concernant le constat 17 "dispositions particulières", l'exploitant devra dans un délai d'1 mois :

- justifier de la mise en place de la cloison siphonée et de la vanne de fermeture (dispositifs décrit dans l'article visé dans le constat),

- transmettre une procédure en cas d'incendie (responsable de la fermeture de la vanne, ...),

- justifier la réalisation du merlon anti-bruit,

- justifier par un devis signé, la mise en place des haies au printemps.

Il est également rappelé à l'exploitant que des aires de stationnement conformes à la réglementation doivent être aménagées et matérialisées devant les réserves incendie permettant l'accès aux secours (article 12.III.2 de l'AM du 22/10/2018, rubrique 2260).

Concernant le constat 18 "comportement au feu", l'exploitant devra, dans un délai d'1 mois, fournir le PV permettant d'attester des caractéristiques de résistance au feu après la réalisation des travaux, conformément à l'article visé.

Concernant le constat 19 "raccordement au réseau public", l'exploitant devra, dans un délai d'1 mois, transmettre le justificatif de la mise en place d'un dispositif de protection empêchant tout retour d'eau dans le réseau d'eau public.

Concernant le constat 20 "élimination des déchets", l'exploitant devra :

- sous 15 jours :

- faire analyser ces cendres,
- stocker les cendres dans des contenants étanches et les éliminer dans des installations ICPE autorisées à recevoir ces déchets.

- sous 3 mois :

- déposer un porter-à-connaissance qui intégrera la gestion des cendres du sécheur conformément à l'article 5.8 de l'AM précité.

Concernant le constat 21 "Eaux pluviales", l'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, transmettre un plan d'action afin de décrire le dispositif retenu pour traiter les eaux pluviales avant rejet dans le réseau public et fournir un échéancier pour la mise en place du dispositif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités du site
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : - contrôle du volume stocké en 1532-1 (135 100 m ³) - contrôle des évolutions du site et autres rubriques
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté une mise en service des installations courant juin/juillet 2022. Le tableau des rubriques a été passé en revue lors du contrôle et il ne semble pas y avoir de modifications par rapport aux volumes prévus dans l'APA. Il est rappelé à l'exploitant que toute modification notable et/ou substantielle doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation, conformément à l'article 1.8.1 de l'APA du 10/08/20.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production annuelle
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.2.1
Thème(s) : Capacité de production
Prescription contrôlée : Dans l'APA, il est indiqué un objectif de production annuelle de 150 000 t de granulés pour une consommation annuelle de matières premières de 200 000 tonnes de bois industriel.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté une production d'environ 31 131 tonnes de granulés, de juin à décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Description du site
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.2.2
Thème(s) : Conformité à l'APA visé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Constats : Lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un parc de stockage de bois rond, vide lors de la visite. L'inspection est informée que des gros rondins de bois marqués permettent de délimiter les différents types de bois reçus, sans matérialisation claire. L'annexe 7 du dossier d'autorisation (étude des flux thermiques) fait état d'un parc à bois composé de 7 îlots de stockage contenant chacun 5 rimes de bois et séparés entre eux par une distance de 10 mètres. La composition et la matérialisation des îlots de stockage est définie précisément à l'article 4.1 et à la figure 1 de l'étude des flux thermiques (annexe 7 du dossier). Conformément à l'article 1.3 de l'APA susvisé, les installations doivent être conformes au dossier d'autorisation. Ainsi, <u>il est rappelé à l'exploitant l'obligation de respecter les dispositions décrites ci-dessus.</u> - la présence d'une aire de stockage des produits connexes, deux hangars sur quatre ont été construits, - la présence d'une plateforme de production regroupant les différents process industriels. Il n'a pas été vérifié l'emplacement du bâtiment de granulation (B5) et des silos stockages (S3 à S7). <u>Il est rappelé à l'exploitant l'obligation du respect des emplacements conformément au dossier d'autorisation.</u> - la présence d'un bâtiment administratif (bâtiment B8) et un pont bascule. Il n'a pas été constaté la présence d'un poste de garde (bâtiment B9). <u>L'exploitant devra justifier l'absence du poste de garde.</u> - une voie engins périphérique. Ce point n'a pas été vérifié par l'inspection. - l'absence des réserves incendies, des ouvrages de gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinctions. <i>Concernant les réserves incendies :</i> il est prévu dans le dossier d'autorisation (PJ n°9, article 14), un besoin en eau, nécessaire à l'intervention des services de secours, estimé à 600 m³ pendant 2 heures et qu'en l'absence de débit suffisant au droit du poteau incendie de la ZAC, les besoins en eau seraient couverts par 3 bâches de réserve d'eau de 200 m3. Ces bâches sont matérialisées sur un plan en annexe 6 du dossier d'autorisation. <u>L'exploitant devra justifier l'absence des 3 bâches de réserve d'eau et démontrer que le besoin en eau tel que calculé dans le dossier, est assuré par un autre moyen.</u> <i>Concernant les eaux pluviales :</i> il est prévu à l'article 5.3.5 de l'APA susvisé, que les eaux pluviales soient collectées par un réseau qui les dirige vers un bassin de décantation. vers la zone non imperméabilisée, au niveau de l'aire de stockage. Aucun réseau de collecte de l'eau sur le site n'est constaté. <u>Il est demandé à l'exploitant de justifier de cette absence de moyen de collecte de l'eau du site et de démontrer que les eaux rejoignent le bassin, comme prévu dans l'arrêté.</u> - <i>Concernant les eaux d'extinction :</i> il est prévu dans le dossier d'autorisation deux bassins : un bassin de confinement de 1250 m3 et un autre bassin de rétention de 3080 m3. Les deux bassins devaient être étanchéifiés par un géotextile (article 3.2. de l'annexe 20 du dossier d'autorisation). Or, lors de la visite, il a été constaté 3 bassins au lieu de 2 et aucun des 3 n'est étanchéifié. <u>L'exploitant devra justifier de la fonction de chaque bassin et démontrer qu'il sont suffisamment dimensionnés pour, d'une part, confiner les eaux d'extinctions en cas d'incendie et, d'autres part, recueillir les eaux pluviales de toiture et de voirie.</u>

<u>L'exploitant devra également justifier l'emplacement des bassins qui ont été constatés à des emplacements différents que ceux prévu dans le dossier d'autorisation (article 6;2, pièce 1.a).</u> <u>Et enfin, l'exploitant devra transmettre un plan d'action afin d'étanchéifier les bassins et il devra se renseigner sur l'obligation de clôturer les bassins au titre du code du travail et rendre compte à l'inspection.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 3 mois

N° 4 : Organisation de l'établissement
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 1.2.2.3.
Thème(s) : Gestion de l'établissement et trafic de camions
Prescription contrôlée : Dans l'APA, il est indiqué un nombre moyen d'employés de 35 personnes (30 en production et 5 pour l'administratif) L'activité devait générer 40 camions/jour en entrée et 25/jour en sortie sur 5 jours/semaine.
Constats : Lors du contrôle, il a été confirmé un nombre de salariés entre 30 et 35. Le directeur informe l'inspection qu'en entrée, il y a entre 25 à 30 camions par jour et en sortie 20 à 25 camions par jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions générales de rejet
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 4.2.2
Thème(s) : Caractéristiques de la cheminée du sécheur
Prescription contrôlée : Justification des caractéristiques de la cheminée du sécheur
Constats : <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs permettant de décrire la cheminée du sécheur</u> qui a été mise en place, notamment les caractéristiques suivantes : hauteur, diamètre, débit d'air, température de gaz en sortie, et vitesse déjection des gaz.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 4.2.4.1
Thème(s) : hors installations de séchage par contact direct
Prescription contrôlée : - Mesure de poussières totales à réaliser un an minimum après la mise en service
Constats : <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le résultat des analyses demandées dans l'article visé, dans le délai imposé par l'APA.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 4.2.4.2
Thème(s) : Installations de séchage par contact direct
Prescription contrôlée : Suivi des émissions dans l'air doit être réalisé conformément aux fréquences et conditions prescrites dans l'article visé.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté la réalisation des analyses demandées dans l'article visé en décembre 2022 pour l'ensemble des paramètres. <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de cette analyse et celles qui seront réalisées en 2023.</u>
Le directeur du site informe l'inspection qu'un suivi de la teneur en oxygène et de la température des installations de séchage par contact direct est réalisé en continu, grâce à un écran de suivi.
Concernant l'évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre. L'inspection est informée qu'elle n'est pas réalisée. <u>L'exploitant devra transmettre un plan d'action afin de mettre en place cette surveillance avec un échéancier.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 15 jours pour l'analyse 2022 1 mois pour le plan d'action

N° 8 : Origine et approvisionnement en eau
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 5.1.1.1
Thème(s) : Prélèvement eau souterraine
Prescription contrôlée : Le prélèvement est limité dans l'AP à 10000 m3/an, 7m3/h et 28m3/jour.
Constats : L'article susvisé prescrit que les installations de prélèvement d'eau de toutes origines soient munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif doit être relevé au moins hebdomadairement.
<u>Ainsi, l'exploitant devra transmettre à l'inspection l'ensemble des relevés pour les années 2022 et 2023.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 9 : Réalisation et équipement de l'ouvrage
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 5.1.1.3.2.2.
Thème(s) : Rapport complet concernant le forage
Prescription contrôlée : Un registre comprenant plusieurs éléments était attendu, conformément à l'article visé.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté l'absence de la mise en place du forage.
L'eau provient essentiellement du réseau d'eau potable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 5.4
Thème(s) : Contrôle sur la qualité des eaux en sortie de bassin de rétention
Prescription contrôlée : - Contrôle qui doit être réalisé annuellement et respecté les VLE de l'article visé
Constats : <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport du contrôle annuel de la qualité des eaux en sortie du bassin lorsqu'il sera réalisé.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autosurveillance des déchets
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 6.8.1
Thème(s) : Contrôle du registre des déchets
Prescription contrôlée : - Le registre doit comprendre les éléments attendus dans l'article visé.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté la tenue d'un registre des déchets. <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection une copie de ce registre.</u>
L'exploitant devra également déclarer les déchets dangereux sur le site "Trackdéchets" (accessible sur internet). Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets d'amiante fixent les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme et rendent obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés (dangereux et amiante) depuis le 1er janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Nuisances sonores
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 8.1.1
Thème(s) : Résultat d'analyse
Prescription contrôlée : Une mesure de bruit et de l'émergence était à effectuer un an maximum après la mise en service.
Constats : <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport des mesures du niveau de bruit et de l'émergence lorsqu'elles seront réalisées, au maximum un an après la mise en service.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Risques technologiques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.2.1
Thème(s) : Zone ATEX
Prescription contrôlée : - Identification des zones ATEX
Constats : <u>L'exploitant devra transmettre à l'inspection un plan sur lequel les zones ATEX du site seront identifiées.</u>
Il est rappeler à l'exploitant que dans ces zones, des mesures particulières doivent être prises et détaillées dans l'article susvisé. <u>Il est demandé à l'exploitant de justifier que ces mesures sont appliquées sur les zones ATEX identifiées.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 3 mois

N° 14 : Installations électriques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.4.2
Thème(s) : Vérification et contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : - Certificat Q18
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté la réalisation du contrôle des installations électriques le 10 juillet 2022. <u>L'exploitant devra transmettre ce rapport à l'inspection, qui fait mention de 25 non conformités. Il est également demandé à l'exploitant un plan d'action afin de lever les non-conformités constatées.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 15 : Rétentions
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.5.2
Thème(s) : GNR
Prescription contrôlée : Contrôle rétention GNR
Constats : Lors de la visite, il n'a pas été vérifié le stockage et la distribution d'hydrocarbures. Dans le dossier d'autorisation, il était prévu que le site serait équipé d'une cuve double enveloppe de GNR de 3000 litres avec un système de distribution. Cette cuve, disposée sur rétention, devait être munie d'une jauge de niveau et d'un système de détection de fuite conforme à la norme en vigueur sur une aire dédiée à la maintenance des véhicules. <u>Ainsi, l'exploitant devra justifier à l'inspection la mise en place de l'ensemble du dispositif relatif au stockage et à la distribution d'hydrocarbures.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 16 : Entretien des moyens d'intervention
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 9.10.2
Thème(s) : Contrôle du matériel
Prescription contrôlée : Les contrôles à réaliser sur le matériel d'intervention doivent être réalisés suivant les fréquences suivantes : - annuelle : extincteurs, RIA, désenfumage, portes coupe-feu. - semestrielle : sprinkler, détection incendie;
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté : - le contrôle des extincteurs , <u>l'exploitant devra transmettre le rapport à l'inspection ainsi que celui pour l'année 2023 lorsqu'il sera réalisé, (contrôle annuel à faire)</u> - l'absence de contrôle des RIA , en attente du traçage à réaliser. <u>L'exploitant devra fournir le rapport pour l'année 2023, (contrôle annuel à faire)</u> - l'absence de contrôle pour le système de désenfumage et des portes coupe feu . Ce contrôle étant planifié, <u>l'exploitant devra fournir à l'inspection le rapport des contrôles, (contrôle annuelle à faire)</u> - le contrôle du sprinklage et de la détection incendie, le 17 juin 2022. <u>L'exploitant devra transmettre le rapport du contrôle de 2022 et ceux de l'année 2023 lorsqu'ils seront réalisés. (contrôle semestrielle à faire)</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 15 jours pour les rapports des contrôles extincteurs, sprinklage et détection incendie

N° 17 : Dispositions particulières
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2020, article 10.2
Thème(s) : Mesures ERC
Prescription contrôlée : - Bassin de décantation devait être équipé d'une cloison siphonée et d'une vanne de fermeture.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté 3 bassins dont la fonction n'est pas clairement définie. Dans l'article susvisé, le bassin de décantation (normalement le 1er bassin de 1250 m3 dans le dossier d'autorisation) devait être équipé d'une cloison siphonée et d'une vanne de fermeture à utiliser pour confiner les eaux d'extinctions en cas d'incendie. <u>L'exploitant devra justifier de la mise en place de ces dispositifs ainsi que la justification de la mise en place d'une procédure en cas d'incendie (responsable de la fermeture de la vanne, ...).</u> Concernant la mise en place des réserves d'eau incendie, la justification est demandée dans le constat 3 du présent rapport. Il est également rappelé à l'exploitant que des aires de stationnement conformes à la réglementation doivent être aménagées et matérialisées devant les réserves incendie permettant l'accès aux secours (article 12.III.2 de l'AM du 22/10/2018, rubrique 2260). Concernant la mise en place d'un merlon anti-bruit en limite du site, il n'a pas été vérifié lors de la visite. <u>L'exploitant devra justifier la réalisation du merlon à l'inspection.</u> Concernant la mise en place des haies, le directeur a informé l'inspection qu'elles seraient implantées au printemps. <u>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le devis signé avec le prestataires choisi.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 18 : Comportement au feu
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11.III
Thème(s) : Résistance au feu
Prescription contrôlée : Vérification du PV
Constats : Dans le dossier d'autorisation, il était prévu la transmission d'un PV des caractéristiques de résistance au feu après la réalisation des travaux, conformément à l'article visé. <u>L'exploitant devra fournir ce PV à l'inspection.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 19 : Raccordement au réseau public
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27
Thème(s) : dispositif de protection
Prescription contrôlée : Mise en place du dispositif
Constats : Dans le dossier d'autorisation, il était prévu un dispositif de protection empêchant tout retour d'eau dans le réseau d'eau public. Ce point n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection. <u>L'exploitant devra transmettre le justificatif de la mise en place de ce dispositif.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 1 mois

N° 20 : Elimintation des déchets
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 5.8
Thème(s) : Sécheur
Prescription contrôlée : élimination des cendres
<p>Constats : Lors du contrôle, à la question "comment gérez-vous les cendres produites par votre sécheur", le directeur du site a répondu que celles-ci étaient récupérées par un agriculteur local en vue de les épandre.</p> <p>L'épandage des cendres est donc réalisé sans qu'aucun plan d'épandage n'ai été déclaré dans le dossier d'autorisation.</p> <p>Or, le stockage des cendres et l'épandage de ces dernières doivent être réglementés.</p> <p>L'exploitant devra :</p> <p><u>- sous 15 jours :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • faire analyser ces cendres, • stocker les cendres dans des contenants étanches et les éliminer dans des installations ICPE autorisées à recevoir ces déchets. <p><u>- sous 3 mois :</u></p> <p>déposer un porter-à-connaissance qui intégrera la gestion des cendres du sécheur conformément à l'article 5.8 de l'AM précité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 15 jours et 3 mois

N° 21 : Eaux pluviales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43.II, section V
Thème(s) : Dispositif de traitement
Prescription contrôlée : - Présence d'un dispositif de traitement
<p>Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'absence de dispositif de traitement des eaux pluviales.</p> <p>Or, il est prévu à l'article visé les prescriptions suivantes :</p> <p>"Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence."</p> <p>Ainsi, l'exploitant devra transmettre un plan d'action afin de décrire le dispositif retenu pour traiter les eaux pluviales avant rejet dans le réseau public et fournir un échéancier pour la mise en place du dispositif.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 3 mois